

Lur 8750 <sup>4</sup>

# L'ARMÉE

ET

# L'ENSEIGNEMENT,

PAR

Emile De Laveleye.

Si, afin d'être fort, on entretient pendant la paix assez de soldats exercés pour être en état de faire la guerre, on ruine ses finances et on détruit le premier élément de la force. Général PAIXHANS.

BRUXELLES.

LIBRAIRIE POLYTECHNIQUE D'AUG. DECQ,

rue de la Madeleine, 9.

1848

ger sa constitution; peut-être aussi n'a-t-elle pas tort. Il n'est avis que soit  
 guer, avant tout, le pain du corps et le pain de l'esprit, c'est courir au plus  
 pressé. — Or, pour y parvenir, dit-on, moyen extrême et bien pénible sans doute,  
 c'est de toucher au budget de la guerre. — En effet, ajoute-t-on de toutes parts :  
 le budget de la guerre mine le crédit, arrête le travail, accable le présent,  
 hypothèque l'avenir, énerve le patriotisme, compromet la nationalité, met  
 obstacle au progrès de la civilisation et tue les libertés. — Le budget de la guerre  
 attache à la fois l'industrie, la vie matérielle, l'enseignement, la vie intellectuelle, — l'amour de la patrie, la vie nationale.  
 Ces idées, dans une forme diverse, se font jour partout, chez nous, surtout  
 de nous. En France, en Allemagne, en Angleterre, la nécessité d'un désarme-  
 ment général s'élève, s'aggrave, se discute, se défend, se défait, se refait, se défend  
 et s'écarte ce qui se dit, parcourez ce qui s'écrit, lisez surtout la véhémente  
 polémique du journal la Presse. Lisez-vous les, laissez ceci : vous êtes con-  
 vaincu, si vous pouvez l'être.

## L'ARMÉE ET L'ENSEIGNEMENT

Depuis dix-huit années l'armée coûte à la Belgique à peu près trente mil-  
 lions par an. Durant celle-ci, elle lui coûte quarante millions d'autres  
 disent cinquante, d'autres disent plus encore.

En Belgique, la grande question du moment n'est pas : Aurons-nous la  
 monarchie? Aurons-nous la république?

La grande question est : Aurons-nous toujours une armée qui nous ruine?  
 N'aurons-nous jamais un enseignement qui nous éclaire?

La est le vrai terrain du débat. La force est l'arme d'hier, la pensée est  
 l'arme de demain. Chaque million voté pour l'armée, c'est un pas en arrière;  
 chaque million voté pour l'enseignement, c'est dix pas en avant.

En dehors de ces deux réformes, les seules fécondes pour l'avenir, toute  
 transformation politique est un progrès qui peut satisfaire la théorie, mais  
 non sauver la société.

Le bonnet de la liberté n'éclaire ni plus ni moins que la couronne de la  
 royauté. Dans une république comme dans une monarchie, on meurt de faim  
 et d'ignorance. Qu'importe le trône d'un roi ou le fauteuil d'un président,  
 quand c'est une chaire qu'il faudrait? Qu'importe le sceptre ou les fais-  
 ceaux, quand la charrue languit, quand le métier s'arrête?

Pourtant, si certaines institutions sont ou deviennent un obstacle à cer-  
 taines réformes nécessaires, il convient de les modifier, surtout quand cette  
 modification entraîne avec elle l'abolition d'un privilège de soi exorbitant.

Mais tout fruit a sa saison, toute idée a son heure, toute forme politique a  
 son époque. La Belgique croit que celle de la république n'est pas venue pour  
 elle; elle seule est son juge, elle seule est son maître. Ou peut-être a-t-elle  
 pensé qu'il était plus urgent pour elle de changer sa situation que de chan-

ger sa constitution; peut-être aussi n'a-t-elle pas tort. Il m'est avis que soigner, avant tout, le pain du corps et le pain de l'esprit, c'est courir au plus pressé.

Or, pour y pourvoir, que faire?

Il n'y a qu'un moyen, dit-on, moyen extrême et bien pénible sans doute, c'est de toucher au budget de la guerre.

En effet, ajoute-t-on de toutes parts :

Le budget de la guerre mine le crédit, arrête le travail, accable le présent, hypothèque l'avenir, énerve le patriotisme, compromet la nationalité, met obstacle au progrès de la civilisation, et tue les Flandres.

Le budget de la guerre attaque à la fois l'industrie, la vie matérielle, — l'enseignement, la vie intellectuelle, — l'amour de la patrie, la vie nationale.

Ces idées, dans une forme diverse, se font jour partout, chez nous, autour de nous. En France, en Angleterre, en Allemagne, la nécessité d'un désarmement général s'empare des esprits.

Écoutez ce qui se dit, parcourez ce qui s'écrit, lisez surtout la véhémence polémique du journal *la Presse*. L'avez-vous lue, laissez ceci : vous êtes convaincu, si vous pouvez l'être.

Depuis dix-huit années l'armée coûte à la Belgique à peu près trente millions par an. Durant celle-ci, elle lui coûtera quarante millions, d'autres disent cinquante, d'autres disent plus encore.

Or, la Belgique est-elle assez riche pour payer les impôts qu'on lui demande? Chacun répond que non, et l'aspect du pays le proclame plus haut encore.

Il faut donc des économies; mais comment les faire?

Sera-ce sur la justice? Mais les juges de paix n'ont que 1 800 fr.

Sera-ce sur les traitements du clergé? Mais un curé n'a que juste de quoi vivre.

Sera-ce sur les traitements des évêques? soit, mais qu'est-ce que 60 à 70 000 francs?

Sera-ce sur le corps diplomatique? soit; mais qu'est-ce que 2 ou 500 000 francs:

Sera-ce sur les travaux publics? Soit; mais chaque province en réclame davantage.

Entre des besoins qu'on ne peut restreindre et des impôts qu'il faut diminuer, le budget de la guerre est la seule économie possible, réelle, suffisante; de plus, la seule économie féconde.

Écoutez l'opinion de tous les penseurs. Voici d'abord un homme de guerre :

« Si, afin d'être fort, on entretenait pendant la paix assez de soldats exercés pour être en état de faire la guerre, on ruine ses finances et on détruit le premier élément de la force. » (Général PAIXHANS.)

Les soixante-deux membres de notre chambre législative qui ont voté, le 31 décembre 1847, les vingt-neuf millions demandés par le ministre de la guerre, n'étaient point, paraît-il, de cet avis.

Voici Montesquieu :

« Une nouvelle maladie s'est répandue en Europe; elle a saisi nos princes et leur fait entretenir un nombre désordonné de troupes. Elle a ses redoublements et elle devient nécessairement contagieuse : car sitôt qu'un Etat augmente, ce qu'il appelle ses troupes, les autres soudain augmentent les leurs; de façon qu'on ne gagne rien par là que la ruine commune. Chaque monarque tient sur pied toutes les armées qu'il pourrait avoir si ses peuples étaient en danger d'être exterminés, et l'on nomme paix cet état d'effort de tous contre tous; aussi l'Europe est-elle si ruinée que les particuliers qui seraient dans la situation où sont les trois puissances de cette partie du monde les plus opulentes n'auraient pas de quoi vivre. »

La Belgique doit

« la suite d'une telle situation est l'augmentation perpétuelle des tributs et ce qui prévient tous les remèdes à venir, on ne compte plus sur le revenu, mais on fait la guerre avec son capital. Il n'est pas inouï de voir des Etats hypothéquer leurs fonds pendant la paix même, et employer pour se ruiner des moyens qu'ils appellent extraordinaires, et qui le sont si forts que le fils de famille le plus dérangé les imagine à peine. »

La Presse ajoute, après d'autres citations :

« Si l'opinion de Baynal, si l'opinion de Voltaire, si l'opinion de Montesquieu, etc., eussent prévalu, le peuple en serait-il où il en est? Quels progrès n'aurait pas faits la civilisation, la fraternité entre citoyens et nations, si tous les milliards qui ont été employés à acquérir de la gloire avaient été consacrés à éteindre la misère; à honorer le travail, à améliorer l'existence du pauvre, à instruire le peuple, à développer l'énergie de son intelligence et la noblesse de ses instincts! »

« Qu'est-ce que l'armée? L'armée, c'est le peuple violemment arraché à sa famille, à son champ, à sa profession; c'est le peuple contraint de se mettre tout au devant les membres d'un conseil de révision, qui passent l'inspection minutieuse de ses infirmités, de ses difformités, absolument comme s'il s'agissait d'achat et de vente de nègres; c'est le peuple obligé de consacrer les sept plus belles années de sa vie, de vingt à vingt-sept ans, à apprendre à emboîter le pas et à exécuter la charge en douze temps, etc. »

On se rappelle encore les énergiques paroles de M. Cobden, dans le parlement anglais, lorsqu'il réclamait le désarmement de l'Angleterre au nom de la paix du monde et de la prospérité de sa patrie.

Que tout homme qui partage ces idées se consacre dans son pays à les faire prévaloir; que toute voix, faible ou puissante, s'élève pour cette cause, qui est celle du progrès et de l'avenir; que tout esprit proclame sa conviction et fasse de prosélytes au dogme sacré de la fraternité, qui ne peut se réaliser que par le désarmement et l'enseignement des peuples. En écrivant ces pages, j'oublie mon insuffisance, parce que je crois accomplir un devoir.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

Partout on demande la réduction des armées permanentes; nulle part elle n'est aussi urgente qu'en Belgique. Nous y sommes forcés, si nous voulons vivre.

La crise industrielle qui menace l'Europe entière sévit en Belgique dans toute son horreur avec son affreux cortège de souffrances, de maladies et de désastres qui épouvantent la civilisation, au point de la faire douter d'elle-même. Le progrès des machines, qui dans notre organisation actuelle condamne à périr le travailleur superflu, y est plus homicide, parce que la population y est plus accumulée.

Le travail de la terre ne peut suffire à tous; l'agriculture ne peut employer tous les bras. Une grande quantité d'hommes doit se réfugier dans le travail industriel, lequel cessera si les débouchés manquent, si la consommation diminue. C'est là notre épée de Damoclès. Elle menace 500,000 têtes.

La Belgique doit exporter, sinon la misère l'étreint et la décime. Si les Hollandais sont ingénieurs, les Belges sont industriels, sous peine de mort. Toutes les forces sociales doivent donc être employées à maintenir son industrie à la hauteur de celle des autres peuples.

Mais quand vous lui enlevez ses capitaux pour les engouffrer en des armements inutiles; quand vous l'accablez d'impôts pour accroître vos dépenses improductives; quand, à force d'embarasser les finances, vous tuez la confiance et minez le crédit, que reste-t-il à faire à l'industrie, si ce n'est à mourir?

C'est ce qu'elle fait en ce moment: c'est-à-dire, que pour l'État c'est autant de ressources de moins et autant de pauvres de plus. Après avoir arrêté le travail, que faire des travailleurs si ce n'est des soldats? De tout temps les armées ont amené la misère, mais aussi la misère a amené les armées. Ceux qu'on enrôle servent à comprimer ceux qu'on n'enrôle pas.

Mais, dira-t-on, ces dépenses faites pour l'armée ne sont point des dépenses inutiles. Elles font vivre beaucoup d'industries. « Est-ce que la nourriture de l'armée, son habillement, son armement, son équipement, son matériel « n'alimentent pas plusieurs branches importantes de notre commerce? » (M. Pirson, séance du 28 décembre 1847).

Entendons-nous: ces industries vivent, il est vrai, et les soldats que vous payez vivent aussi; mais celui qui paye meurt, ou, privé de son capital, ne peut plus faire vivre ceux à qui il fournissait du travail. Au total, faites votre compte, et voyons; ou plutôt, contemplez nos provinces, le compte est tout fait.

Qu'on interroge l'économie politique, elle répondra: Toute dépense qui ne tend pas à satisfaire un besoin réel est une perte sans compensation.

Toute dépense qui amène un produit égal est en soi indifférente.

Toute dépense qui, fécondée par le travail, amène un produit supérieur, est un bénéfice. C'est de ces bénéfices accumulés que se compose le capital social.

Le soldat qui monte la garde consomme et ne produit pas.

Le travailleur qui fait des canons et des fusils ne produit que des objets inutiles, à moins que tuer ne soit utile et qu'il faille des batailles pour féconder nos champs?

Les armées et les industries qu'elles alimentent vivent donc aux dépens des vrais producteurs, les agriculteurs et les industriels, auxquels elles ne peuvent rien offrir en échange des sacrifices qu'ils font. C'est donc, en définitive, pour ceux-là une perte nette, sans compter les capitaux énormes enfoncés dans le matériel, casernes, fortifications, citadelles, dans les chevaux qu'on pourrait si utilement employer à fertiliser les champs, dans les bras des hommes maintenant oisifs, dans l'intelligence des officiers, etc. Que de forces improductives! Que d'éléments détournés de leur but! Quel dommage pour la société!

Qu'un rentier double la rente qu'il tire de ses terres pour entretenir une garde à lui, richement vêtue, parfaitement montée: le fermier paye, mais il souffre; il diminue ses dépenses légitimes; il diminue aussi le capital qu'il aurait employé à acheter des engrais, des instruments aratoires, à améliorer ses étables et sa demeure. Il est plus pauvre, et la terre s'en appauvrit d'autant. Le fermier en pâtit, et le propriétaire aussi, car sa propriété baisse de valeur et la société en pâtit de même, car le fonds social se réduit. Au total, je ne sais trop qui y gagne, si ce n'est la vanité du rentier, laquelle ne sera point toujours satisfaite, car elle le mène à la ruine.

Ainsi fait l'État, et le résultat est semblable. Où allons-nous, si ce n'est à la banqueroute?

L'agriculture, faute de capitaux, languit et ne peut nourrir une population chaque année pourtant rayagée, décimée. L'industrie périclite de langueur. Le commerce en est à chercher du blé, la plus désastreuse des transactions pour un pays qui n'exporte plus. La bourgeoisie souffre dans son bien-être, dans son activité, dans les sources mêmes de sa prospérité, et les impôts croissants la ruinent sans espoir.

Symptôme effrayant! malgré un repos absolu la rente publique est au-dessous du taux de la rente de la France en proie à une révolution sociale. Ce fait indique assez qu'une crise financière approche. On use et on abuse du papier-monnaie, qui recule mais ne conjure point le danger. L'État, compromis lui-même, s'engage pour sauver l'opulence d'une compagnie privée. L'intérêt de tous est sacrifié au privilège de quelques-uns; et au sein de ce péril imminent, avec un crédit expirant, deux provinces exténuées et des ressources épuisées, on consacre 40,000,000 à promener inutilement des troupes, à armer des remparts, à déplacer des canons.

A l'ouverture de la session prochaine, comment ferez-vous face aux exigences d'une armée que l'irritation générale rendra de plus en plus nécessaire, d'une industrie que l'inquiétude et le découragement atteignent, des Flandres que l'approche de l'hiver épouvantera sur leur lugubre avenir et qui vous demanderont de quoi ne pas périr.

Il faudra de nouveaux impôts, des millions, et puis des millions encore. Le ministère ne l'a point dissimulé du reste; les crédits votés sont insuffisants. A quoi bon donc tant de discussions, tant de débats, tant d'efforts pour

retrancher quelques millions? s'ils sont nécessaires dans trois mois ou dans six, il faudra les payer. Le déficit existe, il faudra le combler. L'armée est nécessaire, il n'y a qu'à se soumettre. Qu'importe le déficit, la ruine, la banqueroute? avant tout il faut l'armée. Écoutez le journal *l'Indépendance*, sa théorie est claire et ne prête pas à l'équivoque dans les champs. S'il demeure prouvé qu'il y a d'un intérêt puissant pour la Belgique d'avoir une armée parfaitement organisée, ce qui ne peut s'obtenir qu'avec le budget actuel (de 29 à 40,000,000 en temps de paix, suivant les frayeurs du ministère); dans ce dernier cas, disons-nous, *il ne s'agit pas de refuser ce budget*, mais de trouver les ressources nécessaires pour pourvoir à tous les besoins. La situation du trésor ne doit donc pas peser sur cette question. Il faut l'envisager abstraction faite des excédants et des déficits. (N<sup>o</sup> du 28 décembre 1847.)

Étrange système! Langage plus étrange encore! Curieux exemple des erreurs où s'égare l'esprit qui ne voit qu'un côté de la question.

L'armée qui cache le pays; l'éclat des baïonnettes et des cuirasses l'aveugle sur les haillons et sur le typhus.

Voici un vaillant compagnon bien cuirassé, bien bouclé, bien armé, le heaume en tête, la hallebarde au poing. Le soleil le fond, la faim le mine, son armure l'étouffe. Qu'importe! il faut qu'il veille, l'ennemi peut le surprendre; mais il veille tant et si bien qu'il meurt d'inanition. Soit armure veille encore, mais il n'y a plus personne à défendre.

Les impôts accablent, le pays fléchit, le crédit baisse, le travail languit.

*Eh qu'importe! il ne s'agit pas de refuser ce budget.* Les ressources diminuent, le commerce s'arrête, le trésor se vide et ne peut se remplir! la banqueroute menacée!

*Eh qu'importe! la situation du trésor ne doit pas peser sur cette question.* Deux provinces sont en proie à la famine et aux maladies de la misère.

Les contribuables se lassent, le peuple s'irrite; il maudit cette terre exténuée qui ne peut plus le nourrir. Il demande du pain! Les droits de l'humanité sont violés. *Qu'importe! il faut les ressources nécessaires, abstraction faite des excédants et des déficits.*

Le propos serait plaisant s'il n'était atroce! et c'est pourtant ce sophisme sauvage dans son inanité que le journal officiel a osé développer; c'est cet odieux sophisme qui a entraîné les chambres malgré elles et non sans appréhension. C'est lui qui, habilement déguisé, triomphe depuis dix-sept ans dans le pays; c'est lui qui peut-être triomphera encore et nous mènera qui sait où, après nous avoir conduit où nous sommes!

Vous voulez défendre le peuple contre l'ennemi, soit; mais défendez-le donc contre la faim, défendez-le donc contre l'ignorance!

Faites-lui donc aimer son pays, afin qu'il puisse mourir pour lui. Faites-le vivre sur son sol, afin qu'il apprenne à le protéger.

Avant de lui donner une patrie, assurez-lui son existence. Avant d'être citoyen, songez qu'il est homme.

S'il est doux de tomber à la frontière en combattant, il est triste d'expirer de besoin sur une terre qui ne sera pour vos enfants qu'une tombe, et non pas une mère.

Il est des villes qui demandent une augmentation de garnison (argument de M. Pirson, à la séance du 28 décembre 1847), parce qu'elles y voient une augmentation de bien-être. Qu'elles sachent que chaque millier d'hommes qu'elles ont dans leurs murs coûte un million, et qu'après elles osent dire encore que le pays y gagne!

Ce qui nous menace, ce n'est pas la France, c'est la désorganisation. Ce qui est à craindre, ce n'est pas l'invasion, c'est le paupérisme.

Le ministère du 8 juin, qui, au 31 décembre 1847, a trouvé dans la chambre 61 membres pour lui voter 29,000,000 dans le calme complet de l'Europe entière, ne manquera pas sans doute de discours et d'arguments pour en demander au moins 40 à la prochaine session. Les 10 membres opposants (1) ont eu trop mauvaise grâce pour trouver beaucoup d'imitateurs.

Le pays payera s'il peut, et, suivant le système du journal *l'Indépendance*, consacrerà au besoin son dernier million à armer ses derniers mille hommes; il ne s'agit pas en effet de refuser ce budget.

Le ministère se traînera ainsi jusqu'à l'an prochain avec un pays excédé, des partis se multipliant et une dette envahissante; de plus, avec le sentiment de son impuissance, avec l'imprudence des expédients et le découragement de la lassitude.

Or, l'an prochain rien ne sera changé. L'Europe se transforme sous la pression des idées; une rénovation pacifique se prépare, mais il lui faut le temps. Dans un an l'aspect des choses sera le même et les circonstances moins favorables peut-être. Donc l'armée sera aussi nécessaire, plus nécessaire même, et moins dangereuse certainement, que le jour où M. de Lamartine proclamait la paix universelle et le respect aux nationalités.

Comment alors le ministère maintiendra-t-il l'équilibre du budget? Chaque réforme qui soulage les classes souffrantes diminue les rentrées; et quant aux riches, bientôt il n'y en aura plus, tant le capital semble s'amoinrir.

D'ici là, les exigences croîtront, des besoins légitimes longtemps méconnus devront enfin être satisfaits; car il faudra mettre un terme à une indifférence barbare qui a été un scandale et qui pourrait devenir un danger. A mesure que les recettes tendront à diminuer, les dépenses tendront à croître: c'est l'histoire ordinaire d'une administration vicieuse.

De quel front osera-t-il alors demander de nouveaux impôts à un pays qui demande grâce?

(1) Ces 10 membres sont: MM. Sigart, Tielemans, Bricourt, David, Detehay, d'Hane, Eenens, Osy et Delfosse.

Quand il aura assez longtemps fait creuser du sable ou ramasser des cailloux à ses travailleurs, et fait porter le mousquet à ses soldats, trouvera-t-il le secret de faire payer davantage à des provinces qu'appauvrissent ces dépenses improductives?

Quand il aura arraché plus d'hommes encore au travail, seule source de la production, trouvera-t-il le secret d'accroître la richesse?

A moins que ces cailloux et ces bâtonnettes ne produisent du blé, je ne vois pas moyen d'augmenter le revenu quand la production totale diminue.

Le ministère du 8 juin, qui a fait voter à la chambre le vote fatal du 31 décembre 1847 en pleine paix, a-t-il songé à la responsabilité que le pays peut faire peser sur lui?

Le ministère du 8 juin qui croyait qu'il lui fallait 29,000,000 pour l'armée, qu'il y eût déficit ou non, avait-il songé qu'à ce prix il lui fallait abandonner les Flandres auxquelles il devait son avènement, et l'enseignement, la seule question sérieuse qui séparât les catholiques des libéraux et qui intéressât l'avenir?

Le ministère du 8 juin s'engageant dans cette voie ruineuse sans programme fixe, sans réforme possible, sans plan financier, sans comprendre qu'un emprunt pouvait seul tout sauver; sans idées, si ce n'est celle de destituer quelques fonctionnaires, a-t-il agi ainsi par imprévoyance ou par aveuglement?

Vous rejetez tout sur l'héritage du ministère précédent. Il était désastreux, il est vrai; mais, l'acceptant, il fallait y pourvoir. Et d'ailleurs quel sera le vôtre?

Les fautes des catholiques avaient conduit le pays à mal; vous leur succédez pour les réparer: en prenez-vous le chemin, en y ajoutant les vôtres?

Vous offrez de céder ce fardeau trop lourd pour vos épaules; mais qui donc en voudra quand vous l'aurez doublé, triplé peut-être?

Gare à vos successeurs et gare au pays!

—Le budget de la guerre énerve le patriotisme.

Lorsque, récemment, l'association de l'Alliance désirait à la fois le maintien de notre nationalité et la réduction de l'armée, le journal *L'Indépendance* a vu dans ce double vœu une contradiction et presque une dérision.

J'y vois, moi, tout au contraire, une appréciation juste de la situation, une pensée profonde, un sentiment éclairé, une conséquence logique.

Le budget de la guerre tue le patriotisme, parce qu'il ruine le pays.

Il met le citoyen entre un sentiment généreux, mais vague, et un intérêt personnel mais pressant; entre son dévouement à ses frontières et son dévouement à sa famille, entre sa patrie et son bien-être!

Or, la lutte est dangereuse, si elle n'est pas douteuse. Le patriotisme en sortira vainqueur, mais en sortira-t-il entier?

On sacrifie volontiers sa vie, mais sacrifie-t-on aussi volontiers son avoir

quand on le voit chaque jour disparaître, s'amointrissant, se rongant, s'écoulant, année par année, sou par sou, impôt par impôt, emprunt par emprunt?

Certes, le riche aime son pays; mais l'aimera-t-il autant quand il verra que ses capitaux diminuent, que ses fermages ne rentrent plus, que ses fonds baissent?

Certes, le commerçant, l'industriel aime son pays; mais son amour sera-t-il encore aussi vif quand il verra le travail languir, la demande cesser, la vente s'arrêter, et quand, précisément pour faire face à cette crise, on lui enlèvera ses dernières ressources afin de les engloutir en de vaines dépenses, au grand détriment de la prospérité générale et de la sienne.

Certes, le pauvre aime son pays; mais son amour sera-t-il encore aussi vif quand on l'abandonnera à son dénûment, et quand avec l'argent qu'il a gagné, alors qu'il travaillait, on payera ses fils afin de lui envoyer de la mitraille lorsqu'il demandera un peu trop haut de pouvoir travailler encore!

Ne prolongez pas cette épreuve: l'homme est capable de sacrifice et c'est là sa grandeur, mais le sacrifice est le triomphe de l'âme exaltée sur les instincts égoïstes. Pour un peuple, l'exaltation ne peut être une loi ni le sacrifice une habitude.

Que le gouvernement y songe, chaque nouvel impôt est une atteinte au patriotisme; chaque bataillon qu'on arme aliène des esprits, parce qu'il froisse des intérêts.

Qu'on lève deux cent mille hommes pour nous défendre et nul ne voudra plus être défendu.

On me dira que j'invoque un sentiment peu avouable. Je répondrai, comme tant d'autres: Tel est l'homme et vous ne le changerez pas. Interrogez d'ailleurs le pays, et vous verrez que l'homme y est toujours le même.

Économie! économie! Ce mot semble mesquin, malsonnant et peu généreux; pourtant s'il est des économies qui sont un besoin, il en est parfois qui sont un devoir quand le bien être, la moralité, le développement du peuple en dépendent. Et les gouvernants ont-ils donc le droit de jeter si légèrement au vent le produit de ses sueurs, et n'ont-ils pas à lui en rendre compte?

—Le budget de la guerre compromet la nationalité.

Notre armée est la pointe de métal qui attire la foudre, et non pas le paratonnerre protecteur qui la détourne.

Armée, la Belgique est pour la France une menace et un danger; désarmée, une protection et une frontière.

Que devait conclure la France lorsque, après une révolution qu'elle faisait pour la défense d'une liberté dont nous jouissions sans contestation, elle a vu la Belgique prendre un air hostile, dénaturer ses actes, hérissier son indépendance, armer ses places fortes, se préparer à la guerre?

La France proteste de ses intentions; elle proclame le respect de toutes les

nationalités, elle offre son appui aux faibles, elle repousse toute idée de conquête; et la Belgique lui répond, en se hérissant de plus belle, par une injurieuse défiance et une froideur acariâtre.

Avons-nous donc sitôt oublié notre naissance? Croyons-nous déjà que notre constitution est de droit divin, et ne savons-nous pas qu'elle non plus ne peut invoquer que le droit des barricades?

Pour être infidèle à notre histoire et à nos origines, attendons au moins que la trace des balles révolutionnaires de 1830 ait disparu!

L'Allemagne poursuit son glorieux mouvement d'émancipation, l'Angleterre se maintient dans sa dédaigneuse réserve, la Sardaigne dégarnit ses frontières pour attaquer l'Autriche; la Belgique seule, elle, la sœur de la France, elle qui eût dû, comme l'Amérique, lui tendre la main, puisqu'elle venait de conquérir les mêmes libertés, seule elle se prépare à la lutte.

Les appréhensions de la presse française, lorsqu'elle craint une alliance dynastique avec l'Angleterre et la Prusse, sont exagérées; mais elles ne sont que trop justifiées par l'attitude de notre gouvernement. N'est-il pas temps qu'il en change et qu'il calme enfin ces frayeurs?

Faut-il parler des bandes de Risquons-Tout? Faut-il dire que désormais elles ne sont plus possibles?

D'ailleurs, pour repousser des bandes, notre armée est inutile: voyez la Savoie; et pour repousser la France, notre armée est impuissante.

Avec nos citadelles et nos troupes, nous sommes pour la république française une inquiétude, une provocation, un obstacle; elle se défiera, nous surveillera, nous haïra. Quand on porte tous deux l'épée, l'on est trop près de s'en servir. Toute alliance intime est impossible et contient un germe de discorde. Sans baïonnettes et sans canons, nous sommes forts de notre neutralité, de notre calme, de notre faiblesse même; confiés à la garde de sa générosité, la France nous respectera, nous soutiendra, nous protégera même et, puisque certains journaux y tiennent, nous imitera!

—Le budget de la guerre tue les Flandres.

Si le désarmement est pour la Belgique entière une question de bien-être, c'est pour les Flandres une question d'existence.

Les armements des différents peuples, ce sont les canons des vaisseaux de guerre: quand la mer est orageuse, on s'en débarrasse; quand le navire menace de couler, on s'en allège. Nous coulons, et on en double le fardeau!

Les Flandres n'en peuvent plus. Naguère le pays entier tendait à leur détresse une main fraternelle. Elles en étaient réduites à ce point d'accepter l'aumône! C'était à la charité publique à faire rougir l'inaction du gouvernement; et tandis que d'une main on prodiguait des millions, de l'autre on leur jetait un piteux secours, quelques centaines de mille francs, pas même de quoi acheter les linceuls pour ensevelir leurs morts.

La révolution du 24 février éclate et soudain, à ces populations que secourait la bienfaisance volontaire on demande de lourds emprunts, des impôts redoublés.

La crainte cache les capitaux; on ne peut ni vendre ni emprunter. Dans l'incertitude que font naître des préparatifs de guerre, les transactions s'arrêtent. Que feront le petit propriétaire et le petit commerçant? Où iront-ils demander cet argent que l'État exige de leur dévotement et que le capitaliste refuse à leur insolvabilité?

Que, par un héroïque effort, le pays paye les taxes dont on l'accable, sa position sera-t-elle plus prospère, un meilleur avenir sera-t-il plus prochain?

Cet argent amassé au prix de tant de luttes et de tant de sacrifices, ce capital énorme que le propriétaire eût pu employer à améliorer ses terres, ses maisons, ses usines, ses fabriques, que le cultivateur eût pu consacrer à féconder ses champs et à doubler leur produit, ces millions détournés de leur destination naturelle et féconde serviront à solder une manifestation militaire sans but, sans résultat et non sans péril.

Et après cet effort aura-t-on fait un pas? Oui, un pas, mais vers l'abîme.

On se trouvera devant les mêmes nécessités, devant les mêmes besoins, plus impérieux, parce que le travail aura diminué, que les capitaux seront plus rares, le patriotisme plus froid et la situation plus précaire.

Tant de ressources épuisées, tant d'intérêts froissés, tant de ruines consommées, et tout cela en vain, en vain!

Mais, dit-on, il faut une armée pour maintenir l'ordre?

L'ordre! eh! qui donc le menace, sinon les populations que vos taxes ruinent? qui donc le troublera, si ce n'est l'ignorance et la faim?

Faites aimer au citoyen l'ordre, en le rendant fécond; son pays, en l'y rendant heureux; son gouvernement, en le mettant à même d'apprécier ses bienfaits. L'amour de la patrie vaut la meilleure armée, l'amour de la constitution la meilleure police. Comment aimerait-il son pays, s'il ne peut y vivre? Comment aimerait-il la constitution, s'il ne peut pas même la connaître?

Donnez-lui donc du travail, apprenez-lui à lire et donnez-lui des livres, afin qu'il sente à la fois ses droits et ses devoirs. Il vaut mieux payer des maîtres, bâtir des écoles et ériger des fabriques que payer des soldats, bâtir des citadelles et ériger des prisons.

Maintenant il faut une armée pour lever l'impôt destiné à la soutenir et pour éviter les conséquences de la désaffection qu'elle jette dans le pays; et dans un an, dans deux ans, le peuple, plus misérable, plus ignorant, plus égaré, sera plus hostile, et il faudra augmenter la compression. La force crée la résistance, et la résistance nécessite la force.

Les infortunés! à force de misère on en fait des loups affamés, puis enragés. Quand la faim se change en rage, on tire dessus.

Pour l'ordre à l'intérieur, comme pour la défense à l'extérieur, supprimez l'armée, elle cesse d'être nécessaire. Doublez-la, triplez-la, et sa nécessité croîtra avec son nombre. Comment sortir de ce cercle fatal?

Si on mettait un terme à des dépenses superflues, pour les remplacer par des dépenses fécondes, les capitaux qu'elles absorbaient inutilement, laissés à leur cours naturel, iraient vivifier le travail réellement productif et ramèneraient la prospérité. Si on consacrait le budget équilibré à répandre à larges flots l'enseignement, à rendre, par de sages institutions et de légitimes encouragements, l'activité à l'agriculture et à l'industrie le patriotisme des citoyens suffirait à défendre l'ordre que nul ne voudrait troubler, et la frontière que personne ne menacerait.

Ah! s'il vous faut 40,000 hommes pour maintenir l'ordre, une armée entière pour contenir deux provinces, quelles infortunes, quelles souffrances, quelles injustices, quelles haines, quelles fureurs, cache donc ce mot si souvent et parfois si lugubrement invoqué?

Il n'y a chez nous ni conspiration, ni sédition, ni révolution; mais parcourrez nos campagnes l'hiver, quand les habitants cherchent dans les neiges quelques herbes à pâturer, voyez nos rues pleines de mendiants, entrez dans Bruges par exemple, où, sur 46,000 âmes, 22,000 pauvres vivent de la charité officielle et 10,000 de la charité privée; ouvrez les tables de la mortalité, consultez les rapports de votre propre administration, et dites si ce n'est pas là le plus affreux désordre!

Faites une enquête complète; mais non, elle est faite et elle vous a frappés d'effroi et de découragement. Les 300,000 francs que vous avez accordés sont l'inutile remède donné au malade qu'on désespère de sauver.

On fait creuser des canaux; mais à quoi serviront-ils quand le commerce et l'industrie, réduits à n'être plus que de nom, ne pourront plus y envoyer de bâtiments? Tant de voies de communication seront inutiles quand le pays sera trop indigent pour s'en servir.

D'où vient pourtant qu'avec des sentiments généreux sans doute, et de la bonne volonté peut-être, le ministère n'ait rien trouvé de plus efficace que d'accorder ce maigre subside et de conseiller bucoliquement la culture de quelques légumes?

D'où vient qu'il n'ait rien organisé et qu'il ait tout compromis? D'où vient cette incurable impuissance? D'une seule cause, du budget de la guerre. Voilà l'entrave qui l'a arrêté dans les progrès qu'il voulait, dans les plans qu'il méditait, dans les idées qu'il apportait; voilà l'écueil où sont venues échouer et sa bonne volonté et ses généreux sentiments; voilà le vice qui l'a frappé de cette stérilité désastreuse, et, le dirais-je? homicide.

Comme le proclame le journal *l'Indépendance*, il s'agissait d'avoir le budget de la guerre dans son intégrité, qu'il y eût déficit ou non, qu'il y eût ou non d'autres besoins plus légitimes, d'autres exigences plus sacrées; et c'est à cette nécessité aveugle que le ministère a immolé le crédit du pays, le bien-être de tous, le salut de nos provinces, et lui-même, dans son avenir et dans sa popularité.

L'hiver prochain, quand la Flandre viendra, semblable à l'Irlande, montrer

ses misères, ses plaies et ses désastres, lui répondra-t-il encore par quelques conseils innocents et quelques cent mille francs? ou bien suivra-t-il paisiblement la voie commode et productive de l'emprunt forcé et du déficit?

—Le budget de la guerre met obstacle au développement de la civilisation, car il met obstacle à la réforme de l'enseignement.

Le mérite d'un budget est dans son équilibre, l'utilité des dépenses est dans leur répartition. La question n'est pas de payer un peu plus ou un peu moins, mais de bien employer ce qu'on paye. Il y a des économies qui ruinent, il y a des largesses qui enrichissent.

Dans un budget les différents chapitres s'enchaînent; si l'un a tout, l'autre n'a rien; si l'un s'allonge, l'autre se restreint. Il faut donc, étant donné le total, peser, comparer les différents besoins du pays, les subordonner d'après leur importance relative et les satisfaire d'après leur légitimité proportionnelle.

Or, c'est en donnant 29,000,000 à l'armée que le gouvernement s'est vu forcé de n'en donner qu'un à l'instruction et un demi aux deux Flandres. C'est en se courbant devant cette prétendue nécessité qu'il lui a fallu économiser sur le droit incontestable, inaliénable et inviolable de tous au travail et à l'instruction.

Tout citoyen belge paye 7 francs par an pour avoir des soldats, et 55 centimes pour avoir des maîtres d'école. Ce chiffre, quand on réfléchit à la situation dans laquelle nous nous trouvons, fait frémir; il est un indice de barbarie.

Le maître d'école, peu payé, peu instruit, peu estimé, est formé par un parti. La théocratie règne dans l'enseignement comme dans son domaine naturel, et l'épiscopat forme les hommes qui sont chargés de former le peuple. Partout s'élèvent de magnifiques casernes, et on ne les trouve jamais assez vastes, ni assez belles; on en érige de nouvelles et pourtant le nombre de communes qui n'ont pas d'école est immense.

Un soldat coûte, en moyenne, à l'Etat 1000 francs par an, et le maître d'école un peu moins qu'un des chevaux du train.

Toutes les questions qui touchent aux armements sont étudiées, discutées, élaborées. Celles qui touchent à l'instruction du peuple sont négligées, dédaignées, oubliées. L'école militaire, chargée d'instruire des officiers, est l'objet de toute la sollicitude du gouvernement, lequel abandonne au clergé le soin d'instruire ses instituteurs.

En vérité, c'est à ne pas y croire. L'homme dont la mission, mission auguste, sacerdoce social, est d'arracher insensiblement les masses à l'état sauvage où elles crouissent, pour les amener à la vie politique et à l'émancipation civile, cet homme vit misérablement d'un maigre salaire; il est dédaigné.

Le travailleur passe à côté de cet autre homme qui est chargé de le défendre. Lui, il est en haillons et meurt de faim, tandis que l'autre est



revêtu d'habits splendides, parfaitement équipé, monté, logé, armé; et pourtant c'est celui-là qui paye celui-ci.

Je ne sais si je me trompe, mais ce contraste me paraît étrange et me brise le cœur. Je me demande si cela est juste.

Je n'ignore pas qu'on me répondra : « Telle est la loi de toute société bien organisée, donc cela est juste. Il faut qu'on soit d'autant plus payé qu'on est moins utile: car moins on travaille, plus on a de besoins à satisfaire et d'heures à occuper; c'est la règle de toute hiérarchie bien constituée : à preuve que monseigneur le cardinal de Malines, lequel n'a d'autres fonctions que de promener ses souliers brodés de pierreries et d'exhiber des bijoux comme une devanture de joaillier, est cinquante fois plus salarié que le desservant de village, lequel va, par la boue des chemins et les tempêtes de l'hiver, porter aux malheureux les sacrements consolateurs, la parole du Christ et l'espoir d'un avenir meilleur, ou mourir avec lui sous les atteintes du typhus; à preuve que certains ambassadeurs, dont l'inutilité est avouée par tous et par eux-mêmes, sont cinquante fois plus salariés que l'humble juge dont la mission est un bienfait et la vie un dévouement; à preuve... Bref, vous voyez que cette loi invariable d'après laquelle on est rétribué, non en vertu des services qu'on rend, mais en vertu de ceux qu'on ne rend pas, est appliquée en Belgique comme partout. »

Je réponds : Il n'est que trop vrai; mais, encore une fois, est-ce juste?

Que si on interrogeait la majorité des électeurs, et surtout le peuple, lequel en vertu de la constitution est notre véritable souverain, est-il bien certain qu'il serait d'avis qu'on lui enlevât son argent et ses enfants pour en faire ce que nous voyons? Je crois, moi, que s'il venait à exprimer son opinion, il dirait bien plutôt : « Or çà! écoutez, vous tous, mes délégués, roi, ministres, sénateurs, députés et généraux, vous tous que j'ai faits et que je puis défaire, vous tous à qui je délègue une partie de mon pouvoir souverain et que je salarie sur le produit de mes sueurs, je vous accorderai chaque année une somme assez ronde, mais à condition que vous en userez à mon plus grand avantage et profit. N'oubliez pas surtout que cet argent est le mien, puisque c'est moi qui l'ai gagné en fécondant la terre, en extrayant la houille, en fondant le fer, en tissant le coton, etc.

« Classez mes besoins d'après leur ordre naturel. Il faut d'abord que je vive, puis que je sois homme, et en troisième lieu que je sois défendu contre l'ennemi, s'il y en a. Ainsi vous ferez en sorte, d'abord, que je n'aie plus encombrer les cimetières et les prisons, faute de travail et faute d'instruction. Je veux un travail utile et productif; sinon, c'est une aumône déguisée, et je me ruine. Je veux surtout être instruit, et sérieusement, moralement, largement instruit. Vous y consacrerez des millions, et beaucoup de millions, et autant qu'il en faudra, et après, s'il en reste, vous achèterez des canons. Car l'enseignement est mon droit le plus sacré; car, quand je connaîtrai mes droits et mes devoirs, je constituerai une société où régneront la justice et la

raison; je cultiverai mieux mon champ, je tisserai mieux mes étoffes, je connaîtrai mieux le bon Dieu, ce qui ne nuira à rien, et j'exercerai plus sagement ma souveraineté, ce qui, quoi qu'on en dise, ne nuira pas davantage.

Ces propos, quoique simples, ne me paraissent pas dénués de sens, d'autant que je les trouve, en substance, dans des lois admirées de l'antiquité, qu'un certain sage donna jadis à une colonie grecque, il y a plus de deux mille ans. Ceux qui n'admettent une idée que lorsqu'elle est ancienne n'auront du moins rien à désirer sous ce rapport.

LOIS DE CHARONDAS, art. IV. « Tous les enfants des citoyens apprendront à lire et à écrire, sous des maîtres payés par le trésor public.

« C'est par l'écriture que s'exécutent les choses les plus utiles à la vie, les scrutins, les lettres, les testaments, l'institution des lois et les devoirs de la société. »

Notre ministère n'est pas de l'avis de Charondas; il trouve qu'une armée est plus utile à la vie du citoyen que l'écriture, et qu'il vaut mieux connaître l'exercice que les devoirs de la société. Mais aussi ce brave Charondas est bien ancien!

Nous avons, dit-on, depuis dix-huit ans la constitution la plus parfaite de l'Europe et sans doute du globe. Je l'admets, mais tant pis pour les hommes qui nous ont gouvernés depuis dix-huit ans; car ils sont bien coupables puisque, avec un mécanisme politique si parfait, ils sont arrivés à des résultats si déplorables; puisque, après dix-huit ans de liberté, nous en sommes à ce point qu'un homme sage tremble devant un progrès nouveau de peur d'en voir sortir la domination du fanatisme, de l'ignorance et des préjugés; puisque, au moment où autour de nous tous les peuples semblent mûrs pour le suffrage universel, nous sommes condamnés à maintenir encore les masses dans une tutelle que leur infériorité semble imposer à la bourgeoisie.

C'est dans ce symptôme qu'il faut chercher le signe du développement d'une nation et son degré réel de civilisation. La raison publique est la base de tout état libre; à mesure qu'elle s'élève, les garanties peuvent disparaître. Voulez-vous l'émancipation de l'homme, donnez-lui la puissance de comprendre la vérité et la faculté d'y atteindre. Avant d'abaïsser le niveau des libertés, élevez le niveau de l'instruction.

On abaisse le cens : fort bien, c'est un pas vers la réalisation du droit; mais effacez-vous d'un trait de plume une infériorité séculaire et une ignorance invétérée?

Donner un droit à des hommes qui seraient incapables de l'exercer ne servirait qu'à augmenter la puissance de ceux qui dirigent leur volonté et gouvernent leur conscience. A ce compte, le suffrage universel ne serait peut-être qu'une dérision. Au lieu de signer l'affranchissement du peuple vous signeriez sa servitude; car vous en appelleriez à la raison et ce serait l'esprit du moyen âge qui répondrait à l'appel. Ce ne serait pas le vote de la pensée, mais le vote de la passion et de l'erreur.

La seule voie de progrès réel qui puisse nous mettre à la hauteur des peuples voisins, c'est l'enseignement et la lecture répandus dans les masses. Le ministère ne l'aurait-il pas compris, qu'il semble si dédaigneux de cette question et qu'il s'est laissé arracher si péniblement l'abolition du timbre? Ah! j'oubliais le budget de la guerre, ce boulet attaché au pied de la Belgique et qui depuis dix-sept ans l'a empêchée de faire un pas.

Qu'elle s'en débarrasse le plus tôt possible, qu'elle se hâte, le temps presse, le peuple attend la réalisation de son droit.

Vite, vite des livres et des journaux aux nouveaux électeurs et aux électeurs futurs! Offrez-les-leur, vendez-les-leur, au besoin donnez-les-leur; qu'ils lisent, s'ils savent lire; qu'ils discutent, qu'ils discutent, qu'ils apprennent, qu'ils sachent!

Vite, vite, des journaux et des livres en toute langue, en tout patois, de toute forme et de toute couleur, à tout prix, en tout lieu, pour tous et sur tout! Que les lumières se répandent et que la vie circule!

Au 8 juin, le ministère actuel triomphait du parti catholique par une sorte d'explosion qu'on a appelée fort bien révolution pacifique. La théocratie succombait sous la force du génie moderne. Une seule question importante, en dehors de quelques noms propres, séparait le cabinet issu de cette victoire du cabinet auquel il succédait: c'était la question de l'enseignement, si sérieuse au fond qu'il y allait de l'avenir du pays. Un débat fameux montre l'enseignement tout entier aux mains de l'épiscopat. Que fait le ministère pour arracher la Belgique à cette oppression et à cette ignorance si longtemps exploitées contre lui et qui menacent de nous submerger encore?

Quand un parti en remplace un autre au pouvoir, son premier soin et son premier devoir est de réaliser aussitôt l'idée qui l'a porté là et dont il est l'expression, de marquer par un acte l'avènement du principe nouveau, d'arborer sur la place la bannière qu'il a portée dans ses mains.

Or quel acte a-t-il posé? Quel principe a-t-il proclamé? Quelle bannière a-t-il arborée?

Non, vous n'avez rien fait, vous n'avez rien changé! Vous êtes entré dans la vieille ornière du parti catholique et vous l'avez suivie, suivie jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'abîme. Les votes l'ont assez prouvé.

Non, vous ne représentiez pas le parti libéral, car quelle est l'idée libérale que vous avez défendue? A quoi bon renverser le ministère de Theux, si vous deviez faire comme lui en lui donnant le droit de répéter: «Mais où donc sont les catholiques, mais où donc sont les libéraux?»

Les élections du 8 juin étaient une révolution pacifique, mais en quoi l'avez-vous justifiée? où l'avez-vous fait aboutir?

Je vois un changement de noms, et non un changement de principe. Je vois l'avènement d'autres hommes, non l'avènement d'autres idées.

A moins que vous ne revendiquiez l'honneur des trois réformes octroyées depuis le 24 février?

Si l'enseignement est pour le pays entier la condition de la vie politique, il est pour les Flandres la condition de la vie nationale. Certes, je n'en disconviens pas, la Belgique en général a un grand pas à faire pour rejoindre l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, la Hollande, etc., où l'on appelle barbare un État dont tous les habitants ne savent pas lire; pour atteindre même la France, où les lumières, moins également répandues, se concentrent en quelques villes et y brillent d'un éclat extraordinaire. A coup sûr, je dois avouer que nos universités languissent sans vie et sans influence; que l'enseignement moyen est insuffisant; que l'enseignement primaire est dérisoire. Je sais qu'il y a beaucoup à faire partout et à tous les degrés; mais a-t-on bien réfléchi à la situation intellectuelle du paysan flamand? Et je parle ici, non du pauvre: l'abrutissement complet ou le repos du cimetière est pour lui le sort le plus désirable; je parle du travailleur.

Relégué dans l'oubli d'un idiome dédaigné, sans rapports possibles avec la vie politique, ni avec la vie sociale, il ne comprend pas la langue de ceux qui le gouvernent, de ceux qui l'administrent; aucune réaction de l'activité des classes supérieures ne descend jusqu'à lui; il ignore ce qu'on fait et ce qu'on va faire; il ignore l'avenir qui l'attend et la cause de la crise sous laquelle il succombe; il voit chaque jour le travail qui lui échappe; il se sent frappé par une main inconnue et fatale dont il ne peut ni prévoir, ni détourner les coups. La langue flamande, si riche dans sa forme littéraire, ne lui fournit telle qu'il la parle, aucun des mots ayant trait aux sciences, aux arts, aux connaissances historiques ou théoriques. L'usage de ce patois constitue pour lui une profonde infériorité. L'instrument de la pensée manque, l'esprit s'engourdit, d'épaisses ténèbres pèsent sur lui.

L'infortuné qui ne connaît point le français n'a aucun contact spirituel avec la civilisation moderne. Entre le peuple et la bourgeoisie il y a un abîme, celui de la langue: abîme infranchissable, parce que le lettré lui-même ne sait pas assez le flamand pour y exprimer un ordre d'idées quelque peu relevé, si même l'illettré pouvait le comprendre. Il y a plus qu'une distinction de classe, il y a une distinction de caste entre celui qui sait et celui qui ne sait pas le français.

On parle des malheurs des races conquises par une race étrangère: nous en voyons en Flandre les attristants caractères; car fait-elle bien partie du peuple belge, cette population oubliée qui ne parle pas le langage officiel, et l'unité n'est-elle pas un vain mot aussi longtemps que subsistera cette funeste barrière?

Tribu égarée de la grande famille germanique, accolée aux bords de l'Océan et associée politiquement à des provinces d'origine romane, elle doit se transformer et l'État ne l'aide pas dans cette pénible transformation. Pour elle, n'était le christianisme, rien n'a changé depuis dix-huit siècles; elle n'a rien perdu de la barbarie primitive, ou plutôt elle y est retombée après les époques prospères du moyen âge.

Certes, alors le peuple était plus heureux, plus instruit, plus actif; il avait ses légendes, ses livres et ses poètes; lui et ses seigneurs parlaient du moins une langue commune: il y avait communication entre lui et la vie supérieure. Il était serf, et il est devenu esclave.

Que ne lui fait-on des livres flamands, après lui avoir appris à lire toutefois? Que ne lui donne-t-on des lectures qui puissent élever sa pensée et purifier son cœur? Et avant tout, que ne lui apprend-on le français, si on veut assurer à la Belgique une nationalité, durable, forte, une.

Concluons. La seule façon de sauver le présent, c'est de réduire considérablement le budget de la guerre. La seule façon de sauver l'avenir, c'est d'organiser l'enseignement. La première réforme est la seule vraiment patriotique; la seconde est la seule vraiment libérale.

Point de demi-mesures; elles compromettent tout, sans remédier à rien. A quoi bon désorganiser l'armée pour deux à trois millions d'économie? Le budget de la guerre ne peut dépasser 12,000,000 de fr. C'est à la garde civique, complètement, sérieusement et démocratiquement organisée, à remplacer une institution désastreuse qui aboutit à la banqueroute.

S'il est vrai que l'emploi du budget n'est point chose arbitraire, se réglant d'après les caprices des ministres, mais d'après les besoins proportionnels des citoyens et leurs droits subordonnés;

S'il est vrai que le besoin de vivre, et le droit de vivre en homme, priment celui de vivre sous tel ou tel régime, sous telle ou telle forme politique, et s'il est vrai qu'il est plus urgent d'avoir du travail, c'est-à-dire du pain et des écoles, c'est-à-dire de l'instruction et de la morale, que des canons et des baïonnettes.

J'en conclus que le budget de la guerre doit être subordonné au budget des travaux utiles et au budget de l'enseignement, et non ceux-ci tristement, ruineusement et cruellement sacrifiés à celui-là!